

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 17 JANVIER 1928

Rapport de la Commission des Affaires Étrangères, chargée de l'examen du Budget du Ministère des Affaires Étrangères pour l'exercice 1928.

(Voir le n° 5-V du Sénat.)

Présents : MM. LAFONTAINE, président; le chevalier BEHAGHEL DE BUEREN, le baron DESCAMPS, FRANÇOIS, LEYNIERS, POLET, le vicomte ADRIEN VILAIN XIII, VOLCKAERT et le duc d'URSEL, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

L'examen du Budget des Affaires Étrangères n'a donné lieu au sein de votre Commission à aucune observation capitale.

La Commission a d'abord constaté que le budget de 1928 prévoit un excédent de dépenses de 579,029 francs sur celui de l'année dernière, cette majoration étant due exclusivement à des augmentations de traitement.

Il a paru intéressant à votre Commission d'attirer l'attention du Sénat sur l'article 28 du budget prévoyant un crédit de 27 millions à répartir entre les agents du Service extérieur à raison des pertes de change ou de situation financière ou économique onéreuse du pays où ils sont accrédités.

Cette indemnité est attribuée comme suit :

Après le prélèvement sur le traitement de l'agent de certaines sommes pour la Caisse des veuves et des orphelins, de la taxe professionnelle et la supertaxe, deux dixièmes du total de son traitement, frais de représentation et frais de logement, sont payés en francs belges.

Le reste est payé en monnaie du pays, compte étant tenu de la différence de

change entre le franc belge et l'unité monétaire du pays de résidence de l'agent.

Pour conclure, votre Commission, tout en constatant avec satisfaction que la situation financière de la Belgique s'est notablement améliorée, regrette qu'elle ne permette pas encore d'attribuer à nos agents diplomatiques et consulaires des émoluments en rapport avec la mission si importante qu'ils ont à remplir.

Aussi, approuvant à l'unanimité le budget tel qu'il vous a été soumis, la Commission tient-elle à féliciter nos représentants à l'étranger du dévouement et de l'abnégation dont ils font preuve et exprime le vœu que dès que les possibilités financières le permettront il leur soit fait une situation qui leur permettra de représenter dignement notre pays.

* * *

Un des points signalés par M. Digneffe, à la fin de son rapport de l'année dernière, visait la campagne anti-belge qui se montre très active à l'étranger, et l'honorable rapporteur demandait qu'il y fût porté remède.

Cette situation avait déjà, à cette époque, retenu l'attention du Gouverne-

ment qui, estimant avec raison que la meilleure manière de faire taire la calomnie était, soit dit sans fausse modestie, de nous montrer tels que nous sommes, avait, dès le 5 novembre 1926, institué l'Association belge de propagande artistique à l'étranger.

L'objet de cette association, sans but lucratif, est suffisamment indiqué par son titre pour que je n'aie pas besoin d'y insister. Laissez-moi vous rappeler seulement qu'au cours de l'année 1927, elle a montré sa vitalité en organisant ou en patronant des manifestations artistiques dans toutes les parties du monde : au Caire, à Buenos-Ayres et à Grenoble, par des expositions de tableaux ; à Paris, au festival international du Théâtre ; à Paris également par l'aide qu'elle a apportée au « Vlaamsche Volkstoonel » dont l'admirable troupe a remporté le succès que l'on sait. A Paris encore, par le patronage qu'elle a accordé aux danses de M^{lle} Denyse Chainaye et de ses élèves. A Leipzig, par son appui à l'Exposition internationale des Arts décoratifs et à celle du Livre. L'architecture, la peinture et l'art des tapis ont été encouragés à l'Exposition de Stuttgart.

Enfin, sous son patronage, la musique belge s'est fait applaudir à Rotterdam, à Leeuwaerden et à Francfort où figuraient des spécimens très intéressants de nos instruments de musique et de notre documentation musicale.

L'activité de cette association est, vous le voyez, très grande, mais si son éclectisme est à encourager, il n'est peut-être pas inutile de lui recommander la plus grande circonspection dans le choix des entreprises qu'il patronne, une exhibition d'œuvres médiocres étant une propagande à rebours.

* * *

Cependant le domaine artistique n'est pas le seul où nous aurions avantage à nous faire connaître, et l'un des membres de votre Commission émit

l'idée que la création de chaires dans les universités étrangères était un excellent moyen de propagande nationale. L'occasion nous est offerte de fonder en Angleterre une chaire d'histoire et d'institutions politiques belge. Le Sénat de l'Université de Londres a accepté l'idée en principe et l'Union anglo-belge a déjà commencé à récolter les fonds nécessaires. Ne pourrait-on l'aider ? Ce serait d'autant plus important que ces branches sont actuellement enseignées par un professeur étranger appointé par le Gouvernement de son pays. Cette suggestion ne pourrait naturellement être suivie d'effet que l'année prochaine, le budget qui nous est soumis étant établi de manière à ne pas excéder nos possibilités actuelles.

Un autre organisme intéressant, créé à la fin de 1926, a vu, au cours de 1927, développer son activité et à ce titre, a retenu l'attention de la Commission, c'est le Comité national du Commerce extérieur.

Placé sous la présidence de M. le Ministre d'Etat Theunis, il a pour objet de poursuivre la réalisation de toutes mesures propres à assurer à notre commerce extérieur le développement que commandent les circonstances actuelles et les intérêts permanents d'un pays qui ne peut vivre sans exporter la majeure partie de sa production.

Ce programme est, vous le voyez, aussi intéressant qu'étendu, et sans perdre une heure, le Comité s'est occupé de sa réalisation. Pour ce qui concerne notamment les services extérieurs du Ministère des Affaires Etrangères, il a analysé pays par pays la situation économique et les possibilités de développement des exportations belges, à la lumière des renseignements extraits des rapports parvenus au Département. Il en a tiré des conclusions qui constituent les premiers éléments d'un plan d'ensemble de pénétration sur les marchés extérieurs.

Il suit avec le plus grand intérêt la situation des affaires de la Société

Nationale de Crédit à l'Industrie, les taux d'intérêt qu'elle applique et son développement dans le sens national.

En ce qui concerne l'assurance-crédit, on peut constater qu'en Belgique, l'idée est en marche. On projette la constitution d'une « Société Belge d'Assurance-Crédit » au capital de 15 millions, dont un tiers devrait être souscrit par les industriels et commerçants belges. On a commencé à recueillir les souscriptions et on espère réunir à bref délai une contribution suffisante.

Les services compétents du Ministère ont commencé à mettre ce plan à exécution. Celui-ci ne pourra être mené à bien sans une augmentation de dépenses, que le Comité a estimé devoir être de 7 millions environ. Il pense que cette augmentation de dépenses serait essentiellement productive, mais recommande toutefois que l'effort financier se fasse de façon progressive. Conformément à cet avis, il a été choisi par les services compétents une première liste de pays vers lesquels un effort énergique s'indique spécialement en raison des possibilités de développement du commerce belge. Dans tous ces pays, notre représentation officielle sera réorganisée et renforcée.

Il serait à souhaiter que l'aide financière que le Comité réclame pût lui être promptement accordée.

* * *

Avant de passer à un autre ordre d'idées, je crois bon de signaler au Sénat que sa Commission s'est préoccupée des mesures prises en vue de veiller à la qualité des produits exportés de Belgique et a pu constater que le fonctionnement du commerce extérieur a fait l'objet d'une étude attentive du Département des Affaires Etrangères. En effet, il est parfois arrivé à la connaissance de nos agents des services extérieurs que des livraisons défectueuses aient été effectuées sur certains marchés étrangers. De semblables livraisons, bien

qu'exceptionnelles, sont de nature à nuire à l'industrie belge tout entière.

C'est pourquoi le Département poursuit l'examen, en accord avec les organismes privés, de moyens d'éducation et de propagande préventifs des défauts de notre organisation commerciale et des mesures à prendre pour faire cesser éventuellement les abus.

Parmi les initiatives prises par les industriels, il convient de citer l'institution par le « Groupement professionnel des Fabricants de Ciment Portland artificiel de Belgique », d'un contrôle du ciment fourni par les usines affiliées.

Cet organisme dispose à cette fin d'un laboratoire pourvu d'installations aussi complètes que modernes et il s'est assuré le concours, en qualité de directeur technique, d'un ingénieur qui s'est spécialisé depuis plusieurs années dans les études et essais relatifs aux ciments.

Des démarches sont actuellement entreprises en vue d'obtenir l'agrément de ce laboratoire par l'Etat.

D'autre part, l'Association belge de standardisation a chargé le directeur du bureau « Veritas », de Paris, de rédiger un fascicule indiquant un emballage standard. Cette association créera ensuite une institution pour la surveillance des emballages et la délivrance d'un certificat établissant que l'emballage des produits est conforme au type.

Le Boerenbond a également institué un organisme de contrôle des œufs destinés à l'exportation. Les soins apportés à la marchandise et à l'emballage ont permis au Boerenbond de battre la concurrence.

Enfin, le Département suit avec intérêt la formation des groupements dans l'industrie et ne manque aucune occasion d'apporter, par la propagande et par l'aide de ses services, un encouragement à la constitution des trusts ou fusions entre producteurs et des cartels de vente.

Un progrès très sensible a été réalisé dans ce domaine. Les grandes industries

ont ouvert la voie et ont été suivies par les petites. Chacune d'elles pense maintenant aux fusions, tant par rationalisation que pour mieux lutter contre la concurrence. Certaines industries qui ne se sont tout d'abord groupées que pour suivre le mouvement, prennent maintenant l'initiative d'autres groupements.

La nécessité de lutter sur les marchés extérieurs contre des concurrents étrangers groupés, a incité les industriels belges à s'unir.

C'est ce qui s'est produit notamment dans l'industrie du ciment et dans l'industrie des produits chimiques.

Jusqu'à présent, le Département a relevé l'existence de 46 groupements belges d'exportation.

MADAME, MESSIEURS.

Il est d'usage qu'à l'occasion du Budget des Affaires Etrangères, le rapporteur de la Commission donne un très rapide aperçu de la situation extérieure.

Vous n'attendez pas de moi une étude approfondie ni générale de tous les problèmes qu'affronte notre politique étrangère. Des volumes n'y suffiraient pas.

Il n'est pas sans intérêt toutefois de noter qu'en ce qui concerne nos relations avec nos voisins, nous n'avons pas lieu de considérer l'année qui vient de s'écouler comme parfaitement satisfaisante.

PAYS-BAS. — En effet, l'an dernier, à pareille époque nous pouvions espérer que le Traité avec la Hollande du 3 avril 1925, déjà ratifié par le Parlement belge, ne tarderait pas à l'être par les Etats Généraux. Vous savez que le rejet, par la Chambre Haute, de cette convention est venu ajourner nos espérances, nous laissant dans la situation qu'avaient créée les Traités de 1839.

Il importe cependant que les graves problèmes soulevés par le Traité de 1925, et qui dominent nos relations avec les Pays-Bas, reçoivent une solution pro-

chaine dans l'intérêt réciproque des deux peuples.

Les déclarations récentes faites aux Etats Généraux par le Gouvernement de la Reine laissent espérer que nos voisins comprennent l'intérêt de résoudre les litiges qui pèsent sur les rapports des deux pays. Souhaitons que ces dispositions se manifestent bientôt par des propositions concrètes.

Nous ne doutons pas que notre Gouvernement ne fasse tous ses efforts pour obtenir dans un esprit de collaboration réciproque un arrangement qui assurera les droits essentiels de la Belgique, notamment en ce qui concerne ses issues vers la Mer du Nord et vers le Rhin.

ALLEMAGNE. — Au cours de l'année qui vient de s'écouler, nos rapports avec l'Allemagne ne se sont guère modifiés.

Conformément au Traité de Versailles et aux décisions de la Conférence des Ambassadeurs, la mission de la Commission militaire interalliée de contrôle en Allemagne a pris fin.

Au point de vue économique, nous restons avec nos voisins sous l'empire du plan Dawes. Il n'est donc pas sans intérêt pour nous de constater qu'il a jusqu'ici fonctionné normalement malgré les attaques dont il a été l'objet de la part de la presse nationaliste allemande et de quelques hommes d'Etat. Ces attaques ont d'ailleurs diminué depuis près de six mois.

Cependant, le système inconsidéré d'emprunts auxquels les Etats, les villes et les communes du Reich n'ont cessé d'avoir recours depuis plusieurs années déjà, est de nature à compromettre sérieusement l'exécution du plan Dawes, et l'agent général des paiements, M. Gilbert Parker, l'a fait observer à maintes reprises dans ses rapports semestriels.

Devant l'inutilité de ses efforts, celui-ci se décida enfin à adresser le 20 octobre dernier, au Gouvernement du Reich, un avertissement énergique signalant les dangers de dépenses exagérées ayant

pour conséquence de compromettre l'économie du budget de l'Allemagne.

Il semble que cet important document ait produit l'effet désiré, car nous avons vu M. Schacht, président de la Reichsbank, appuyer par des articles de journaux et de revues les observations de l'Agent général des paiements. Ce résultat peut être envisagé avec satisfaction sans pour cela devoir donner lieu à un optimisme exagéré. Il reste, en effet, à savoir quelle sera l'attitude de l'Allemagne lorsque, entre le 1^{er} septembre 1928 et le 31 août 1929, l'annuité à payer par le Reich aura atteint son maximum soit 2 milliards et demi.

Dans son dernier rapport semestriel, en date du 10 décembre 1927, l'Agent général des paiements estime qu'il conviendra, dans un avenir plus ou moins éloigné, de laisser à l'Allemagne seule la responsabilité de l'exécution du plan Dawes.

Cette idée, qui est exprimée pour la première fois dans un document officiel, devra faire évidemment un jour l'objet d'un examen attentif de la part des Puissances créancières de l'Allemagne.

Un autre point important pour la Belgique mérite de retenir la plus sérieuse attention, c'est la question des marcs que le Gouvernement belge ne peut laisser échapper aucune occasion de chercher à régler avec le Gouvernement allemand.

L'Allemagne a reconnu d'ailleurs, à plusieurs reprises, les obligations qui lui incombent du chef de l'introduction forcée de marcs durant l'occupation. Plusieurs Conventions ont été élaborées à ce sujet mais n'ont jamais reçu les sanctions nécessaires en Allemagne.

La Belgique qui, malgré ses souffrances passées, les lourdes charges qui pèsent encore sur elle comme suites de la guerre, n'a jamais cessé de poursuivre à l'égard de l'Allemagne la politique la plus équitable et la plus conciliante, est en droit d'attendre en retour le règlement d'une dette incontestable qui ne pourrait rester indéfiniment protestée sans nuire

aux relations des deux pays et porter une grave atteinte au crédit moral d'un grand peuple.

Si maintenant nous abandonnons le côté de nos relations avec l'Allemagne où la politique joue le principal rôle, pour n'envisager que le côté purement économique actuel, nous sommes amenés à de bien intéressantes constatations.

L'accord entre l'Union Belgo-Luxembourgeoise et l'Allemagne a été signé le 4 avril 1925. Voilà donc un peu plus de deux ans qu'il est entré en vigueur. Il est à remarquer que jusqu'à la stabilisation de notre monnaie, notre change particulièrement défavorable a pu heureusement influencer nos exportations. Malgré cela, nous n'avions en 1926 exporté en Allemagne que pour une valeur totale de 1 milliard 807 millions; en France, pendant la même année, pour une valeur totale de 2 milliards 145 millions. Le débouché français, de même que le débouché britannique, était resté plus important que le débouché allemand.

Les chiffres les plus récents que nous possédons pour l'année 1927, ceux des neuf premiers mois, démontrent que cette situation relative s'est sensiblement modifiée. Sans doute, la Grande-Bretagne reste notre principal débouché, avec une exportation totale de 3 milliards 623 millions de francs; mais l'Allemagne la suit de près désormais, avec une exportation de 3 milliards 247 millions de francs, et la France ne vient qu'en troisième rang, loin derrière l'Allemagne, avec une exportation de 2 milliards 257 millions de francs. En neuf mois, nous avons donc vendu en Allemagne pour 1 milliard de plus qu'en France.

Si, à présent, on examine le détail de nos exportations dans le Reich, on constate le progrès accompli dans la plupart des branches de notre activité industrielle et même agricole.

On voit que, pour nos principales industries, nos exportations ont fréquemment augmenté dans une proportion de 100 p. c. et au delà, non seule-

ment en ce qui concerne les valeurs — ce que pourrait expliquer, dans une certaine mesure, l'augmentation des prix, — mais, même en ce qui concerne les quantités mesurées en poids, signe incontestable d'une augmentation réelle.

D'autre part, au moment où l'accord a été signé, nos industriels avaient de vives appréhensions à l'égard du danger de la concurrence allemande. Pour tenir compte de leurs craintes, le Gouvernement avait prévu un régime transitoire pendant lequel, pour les positions les plus menacées, nous continuions d'appliquer aux marchandises allemandes des droits supérieurs à ceux que payaient les mêmes marchandises d'autres pays. Voici un an que ce régime différentiel a définitivement pris fin. Que constate-t-on ? C'est que, à l'inverse de ce qui se produit avec la France, notre balance commerciale avec l'Allemagne nous est favorable. Pour les neuf premiers mois, nos exportations atteignent 3 milliards 247 millions 509 mille francs. Les importations allemandes dans l'Union économique s'élèvent à 2 milliards 703 millions 108 mille francs. Le solde en notre faveur est de 1/2 milliard environ.

On peut donc faire cette constatation, c'est que, tandis qu'avant la guerre notre pays était largement dépendant de l'Allemagne, lui payait un important tribut pour l'acquisition de quantités considérables de matériel, outillage et produits fabriqués de toute espèce, nous connaissons à présent, au contraire, grâce notamment à un statut douanier plus équitable, un régime des échanges qui nous est favorable.

FRANCE. — Nos rapports, très nombreux avec la France, s'exercent surtout dans le domaine économique. Ils sont particulièrement actifs en ce moment où nos délégués sont en train de négocier avec le Cabinet de Paris une convention à tarifs annexés destinée à régler sur la base la plus large possible nos relations avec la République.

Ils ont à lutter, comme vous le savez, contre des tendances nettement pro-

tectionnistes, extrêmement défavorables à un petit pays comme le nôtre, qui doit trouver, dans son exportation des produits finis ou demi-finis, le contrepoids à ce qu'il est obligé d'importer pour sa subsistance.

Ces tendances se sont révélées dans toute leur acuité, à la suite du nouvel accord conclu avec l'Allemagne. Comme vous le savez, depuis la guerre, les marchandises allemandes devaient payer à leur entrée en France le triple des droits de la nation la plus favorisée.

Depuis longtemps le Reich protestait contre cette situation. Il finit par avoir raison et par obtenir, le 17 août dernier, un accord commercial, mettant dès maintenant l'Allemagne sur le pied de la nation la plus favorisée pour la majorité de ses produits d'exportation. Le bénéfice intégral de cette clause doit, en tout état de cause, en être appliqué à dater du 15 décembre 1928. Mais la France voulut y trouver une compensation en augmentant considérablement les droits que la nation la plus favorisée aurait à payer. De sorte que ce qu'elle perdait du côté allemand elle le récupérait et au delà sur les autres pays avec qui elle était en rapports commerciaux.

Ce relèvement de droits rompait évidemment l'équilibre des accords tarifaires qui jusqu'à présent règlent nos échanges avec la France. Des négociations furent engagées à Paris, après une consultation très étendue de tous les industriels intéressés. Les pourparlers tendent à obtenir en notre faveur pour les principaux produits de notre exportation des abattements sur les droits inscrits dans l'Accord franco-allemand. Les échanges de vues à ce sujet entre les deux délégations, ainsi que les rencontres d'experts des deux parties, nous ont déjà apporté des satisfactions. Aux avantages obtenus, on peut espérer que s'ajouteront de nouvelles concessions, à mesure que se poursuivront les conversations en cours.

Il est une autre catégorie de produits qui retient l'attention de nos négocia-

teurs. Il s'agit d'articles non repris à l'Accord franco-allemand et pour lesquels la France conserve la faculté de relever les droits actuels, en cas de révision totale ou partielle de son tarif. Pour ceux de ces produits qui intéressent notre exportation, la délégation belge a également demandé que des garanties nous fussent données pour l'avenir.

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG. — La mise en application du Traité d'union économique que nous avons conclu avec le Grand-Duché de Luxembourg avait soulevé certaines difficultés qui entravaient le développement des relations amicales entre les deux pays.

La Commission du Sénat a été heureuse de constater qu'à la suite de l'intervention du Comité mixte des Experts, chargé par les Gouvernements belge et luxembourgeois de rechercher une solution aux différentes questions en suspens, il a été possible de résoudre la plupart de celles-ci.

La Commission souhaite qu'une entente intervienne prochainement entre les deux Gouvernements au sujet des derniers points qu'il reste à envisager, et notamment en ce qui concerne l'arrangement à conclure sur le mode d'exploitation des chemins de fer du Grand-Duché.

Votre Commission a cru devoir borner ses observations aux voisins immédiats de la Belgique. Au surplus, nos rapports avec les autres pays sont demeurés bons sans qu'il y ait à cet égard de faits importants à signaler.

Le Président,
H. LAFONTAINE.

Le Rapporteur,
Duc D'URSEL.

(8)

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 17 JANUARI 1928

Verslag uit naam van de Commissie voor Buitenlandsche Zaken, belast met het onderzoek van de Begrooting van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken voor het dienstjaar 1928.

(Zie n^r 5-V van den Senaat.)

Aanwezig : de heeren LAFONTAINE, voorzitter; Ridder BEHAGHEL DE BUEREN, Baron DESCAMPS, FRANÇOIS, LEYNIERS, POLET, Burggraaf ADRIEN VILAIN XIII, VOLCKAERT en Hertog d'URSEL, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Het onderzoek der Begrooting van Buitenlandsche Zaken heeft in den schoot uwer Commissie aanleiding gegeven tot geene enkele gewichtige opmerking.

De Commissie heeft vooreerst vastgesteld dat de begrooting voor 1928 een saldo van uitgaven van 579,029 frank voorziet op die van het vorig jaar. Deze verhooging is uitsluitend te wijten aan verhooging van wedden.

Naar aanleiding daarvan meende uwe Commissie de aandacht van den Senaat te moeten vestigen op artikel 28 van de begrooting waarbij een crediet van 27 millioen wordt voorzien, te verdeelen over de beampten van den buitendienst wegens valuta-verlies of den financieelen en economischen toestand van het land waar zij zijn geaccrediteerd.

Deze vergoeding wordt toegekend als volgt :

Na afneming, van de wedde van den ambtenaar, van sommige sommen voor de Kas voor weduwen en weezen, van de bedrijfsbelasting en van de supertaxe, worden twee tienden van het totaal van zijn wedde, representatie- en woningskosten in Belgische franken betaald.

Het overige wordt in munt van het land betaald, rekening gehouden met het valutaverschil tusschen den Belgischen frank en de munteenheid van het land waar de ambtenaar verblijft.

Ten slotte betreurt de Commissie dat de financieele toestand van België, ofschoon merkkelijk verbeterd, nog niet toelaat de diplomaten en consuls te bezoldigen in verhouding tot de taak die zij te vervullen hebben.

Zich eenparig aansluitend bij de Begrooting, zooals zij ons wordt voorgelegd, stelt de Commissie er prijs op onze vertegenwoordigers in het buitenland geluk te wenschen met de zelfverloochening waarvan zij blijk geven en zij drukt den wensch uit dat de financieele mogelijkheden alras zullen toelaten hen in zulken toestand te plaatsen, dat zij het land op waardige wijze kunnen vertegenwoordigen.

* * *

Een der punten, waarop de heer Digneffe wees op het slot van zijn verslag, sloeg op de anti-Belgische campagne die in het buitenland zeer bedrijvig is en de geachte verslaggever vroeg dat daaraan een einde zou worden gesteld.

Deze toestand had toen reeds de aandacht der Regeering gaande gemaakt. want zij achtte terecht dat de beste manier om lastertaal tot zwijgen te brengen was, zonder valsche schaamte, ons te vertoonen zooals wij zijn. Derhalve werd op 5 November 1926 de Nationale Vereeniging voor Belgische propaganda in het buitenland opgericht.

Het doel van deze vereeniging zonder winstbejag blijkt genoeg uit hare benaming, zoodat ik daarover niet hoef uit te weiden. Enkel wil ik er op wijzen dat zij, in den loop van 1927, levensblijken heeft gegeven met de inrichting of de begunstiging van kunstbetoogingen in al de werelddeelen : te Cairo, Buenos-Ayres en te Grenoble, door tentoonstellingen van schilderijen te Parijs, op het Internationaal Theaterfestival; te Parijs eveneens door den steun geschonken aan het « Vlaamsche Volkstoneel » dat zulken prachtigen bijval mocht verwerven. Te Parijs nog met de begunstiging van de dansvoorstelling van Juffrouw Denyse Chainaye en hare leerlingen. Te Leipzig met haren steun te verleen en aan de Internationale Tentoonstelling van Sierkunst en van het Boek. De bouwkunst, de schilderkunst en de tapijtweverij werden aangemoedigd op de tentoonstelling te Stuttgart.

Belgische muziek werd onder hare bescherming toegejuicht te Rotterdam, te Leeuwarden en te Frankfort waar belangwekkende specimina van onze muziekinstrumenten en van onze muzikale documentatie werden tentoongesteld.

De bedrijvigheid dezer vereeniging is, zooals gij ziet, zeer uitgebreid; doch zoo haar eclectisme dient aangemoedigd, is het misschien niet overbodig haar de grootste omzichtigheid aan te bevelen bij de keus der ondernemingen, die zij beschermt, daar eene vertooning van middelmatige werken eene averechtsche propaganda is.

*
* *

Het kunstgebied is echter niet het eenige waarop wij voordeel zouden hebben ons te doen kennen, en een lid der Commissie zette de gedachte vooruit van de oprichting van leerstoelen in de vreemde universiteiten, als propaganda-middel. De gelegenheid wordt ons geboden in Engeland een leerstoel van Belgische staatkundige geschiedenis en instellingen op te richten. De Senaat van de Londensche universiteit was voor het beginsel te vinden en de « Union anglo-belge » heeft reeds de eerste gelden ingezameld. Kan men haar niet helpen? Dit ware des te meer noodig daar deze vakken reeds gedoceerd worden door een Nederlandsch hoogleeraar die door de Regeering van zijn land wordt bezoldigd. Op dit voorstel kon natuurlijk pas het volgende jaar worden ingegaan, daar de ons voorgelegde begrooting derwijze werd opgemaakt dat ons financieel vermogen niet wordt overschreden.

Een andere belangwekkende dienst, einde 1926 opgericht, heeft zijne bedrijvigheid in den loop van 1927 zien toenemen en uit dien hoofde heeft hij de aandacht der Commissie gaande gemaakt.

Het is het Nationaal Comité voor Handel met het Buitenland, onder voorzitterschap van den heer Theunis, dat ten doel heeft de verwezenlijking na te streven van al de maatregelen die geschikt zijn om aan onzen handel met het buitenland de uitbreiding te verzekeren, welke geboden is door de huidige omstandigheden en de bestendige belangen van een land, dat niet kan leven zonder het grootste gedeelte zijner voortbrengst uit te voeren.

Zooals gij ziet is dit programma even uitgestrekt als belangwekkend, en zonder een uur te verliezen heeft het Comité zich reeds toegelegd op de verwezenlijking van hetzelfde. Wat onder meer de buitendiensten van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken betreft, heeft het, land voor land, den economischen toestand en de mogelijkheden van uitbreiding van den Belgischen uitvoer ontleed,

aan de hand van inlichtingen getrokken uit de bij het Departement ingekomen verslagen. Het heeft daaruit gevolgtrekkingen afgeleid, die de eerste gegevens zijn van een algemeen plan tot verovering der vreemde markten.

Het Comitéit volgt met de grootste belangstelling den toestand der zaken van het Nationaal Verbond tot verleening van crediet aan de nijverheid, den intrestvoet dien het toepast alsmede zijne uitbreiding in nationalen zin.

Wat de Kredietverzekering betreft, kan men vaststellen dat de gedachte in België ingang heeft gevonden. Men ontwerpt de oprichting van eene « Belgische Vennootschap voor Kredietverzekering », met een kapitaal van 15 miljoen, waarop de Belgische nijverheidslieden en handelaars voor één derde zouden dienen in te schrijven. De inschrijving is reeds geopend en men hoopt eerlang een voldoende kapitaal bijeen te brengen.

De bevoegde diensten van het Ministerie hebben de hand geslagen aan de tenuitvoerlegging van dit plan. Hetzelve kan niet worden verwezenlijkt zonder eene verhooging der uitgaven, die door het Comitéit op 7 miljoen werd geraamd. Het Comitéit oordeelt dat deze verhooging van uitgaven hoofdzakelijk productief zou zijn. Het heeft trouwens aangeraden dat deze financieele inspanning geleidelijk zou geschieden. Overeenkomstig dit advies, werd er door de bevoegde diensten eene eerste lijst van landen uitgekozen, waarheen eene krachtadige poging tot uitvoer is geboden vooral met het oog op de mogelijke uitbreiding van den Belgischen handel. In al deze landen zal onze officieele vertegenwoordiging worden heringericht en versterkt.

Het ware wenschelijk dat de financieele steun, door het Comitéit gevraagd, ten spoedigste kon worden verleend.

* *

Vooraleer tot eene andere gedachtenreeks over te gaan, acht ik het nuttig den Senaat erop te wijzen dat de Commissie zich heeft beziggehouden met de maatregelen die werden getroffen om te zorgen voor de hoedanigheid der uit België uitgevoerde producten; zij heeft kunnen vaststellen dat de inrichting van den handel met het buitenland door het Departement van Buitenlandse Zaken aandachtig werd onderzocht. Immers, onze agenten der buitendiensten hebben soms vernomen dat er op zekere buitenlandsche markten gebrekkige leveringen werden gedaan. Dergelijke leveringen, ofschoon zij de uitzondering zijn, kunnen nochtans de heele Belgische nijverheid schaden.

Derhalve ziet het Departement, in overleg met de private inrichtingen, verder uit naar opleidings- en propagandamiddelen ter voorbehoeding tegen de gebreken onzer handelsinrichting, en naar gepaste maatregelen om desvoor-komend een einde te stellen aan de misbruiken.

Wat het initiatief der industrieelen betreft, dient vermeld het inrichten, door de « Groupement professionnel des Fabricants de Ciment Portland artificiel de Belgique » van toezicht over de cement geleverd door de aangesloten fabrieken.

Te dien einde beschikt bedoeld organisme over een laboratorium voorzien van even volledige als moderne inrichtingen, en het heeft zich de medewerking, als technisch bestuurder, verzekerd van een ingenieur die zich sedert ettelijke jaren heeft gespecialiseerd in de studie en proefnemingen betreffende cement.

Thans tracht men te bekomen dat dit laboratorium door den Staat zou worden aangenomen.

Anderdeels heeft de « Association Belge de standardisation » den bestuurder van het bureel « Veritas » te Parijs belast met het opstellen van een brochure waarin een standaardverpakking

wordt aangegeven. Dit verbond zal vervolgens een dienst inrichten voor het toezicht over de verpakkingen en het afleveren van een getuigschrift waaruit blijkt dat de verpakking der producten gelijkvormig is aan het type.

De Boerenbond heeft eveneens een dienst ingericht voor toezicht over de eieren voor uitvoer bestemd. De zorgen aan de koopwaar en aan de verpakking besteed hebben aan den Boerenbond toegelaten de mededinging de loef af te steken.

Ten slotte volgt het Departement met belangstelling het tot stand komen van groepeerings in de nijverheid en laat het geene enkele gelegenheid voorbijgaan om door propaganda en den steun zijner diensten het tot stand komen van trusts of versmeltingen tusschen voortbrengers en verkoopcartels aan te moedigen.

Op dit gebied werd er een merkelijke vooruitgang verwezenlijkt. De groote nijverheid was de baanbreekster en haar voorbeeld werd gevolgd door de kleine. Elke nijverheidstak is thans gesteld op versmeltingen, zoowel met het oog op rationalisatie als om beter het hoofd te bieden aan de mededinging. Sommige bedrijven, die zich in den beginne slechts gegroepeerd hebben om met den stroom mee te gaan, nemen thans het initiatief voor andere groepeerings.

De noodzakelijkheid op de vreemde markten tegen gegroepeerde buitenlandse mededingers te strijden heeft de Belgische industrieelen tot vereeniging aangespoord.

Dit is onder meer geschied in de cementnijverheid en in de bedrijven van chemische producten.

Tot nog toe heeft het Departement vastgesteld dat er 46 Belgische groepeerings voor uitvoer bestaan.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Het gebruik wil dat, naar aanleiding van de Begroting van Buitenlandsche Zaken, de verslaggever van de Commis-

sie een zeer bondig overzicht geeft van den buitenlandschen toestand.

Van mij verwacht men beslist niet dat ik al de vraagstukken, tegenover dewelke onze buitenlandsche politiek komt te staan, grondig zou onderzoeken. Dit zou boekdeelen vergen.

Niet zonder belang is echter dat, op het stuk van betrekkingen met onze burens, wij het verlopen jaar niet als bijzonder bevredigend mogen beschouwen.

NEDERLAND. — Inderdaad het vorige jaar, rond dit tijdstip, mochten wij hopen dat het Verdrag met Nederland op 3 April ondertekend, en reeds door het Belgisch Parlement bekrachtigd, dit ook eerlang door de Staten Generaal zou worden. De verwerping door de Eerste Kamer is ons komen teleurstellen en laat ons in den toestand waarin de Verdragen van 1839 ons hadden gesteld.

Evenwel past het dat de ernstige vraagstukken, die door het Verdrag van 1925 werden gesteld en die onze betrekkingen met Nederland beheerschen, zoo spoedig mogelijk in het belang van beide landen zouden worden opgelost.

De verklaringen die onlangs door de Regeering van Koningin Wilhelmina werden afgelegd in de Staten Generaal, laten verhoppen dat onze Noorderburens het belang inzien dat ligt in de oplossing van die vraagstukken, die drukken op de betrekkingen tusschen beide landen. Wij wenschen dat dergelijke gezindheid zich eerlang in concrete voorstellen moge omzetten.

Wij twifelen er niet aan dat onze Regeering alles zal in het werk stellen om, in een geest van wederzijdsche samenwerking, eene overeenkomst te bereiken die de hoofdzakelijke rechten van België zal vrijwaren, onder meer wat betreft zijne uitwegen naar de Noordzee en naar den Rijn.

DUITSCHLAND. — Tijdens het afgevoeren jaar, hebben onze betrekkingen met Duitschland schier geene wijziging ondergaan.

Overeenkomstig het Verdrag van Versailles en de beslissingen van den Gezantenraad, heeft de opdracht der intergeallieerde militaire Toezichtscommissie in Duitschland een einde genomen.

In economisch opzicht blijven wij met onze naburen onder de regeling van het Dawes-plan. Het is dus voor ons niet van belang ontbloot vast te stellen dat het tot dusver normaal heeft gewerkt ondanks de aanvallen van de nationalistische Deutsche pers en van sommige Staatslieden. Deze aanvallen zijn trouwens verminderd sedert zes maanden.

Nochtans is het doorgedreven stelsel van leeningen, dat de Staten, de steden en de gemeenten van het Rijk sedert verschillende jaren voortdurend aanwenden, van aard de uitvoering van het Dawes plan ernstig in gevaar te brengen en de agent generaal der betalingen, de heer Gilbert Parker, heeft er herhaaldelijk op gewezen in zijn zesmaandelijksche verslagen.

Voor de vruchteloosheid van zijn pogingen, besloot deze ten slotte op 20 October jongstleden aan de Regeering van het Rijk een krachtdadige verwittiging te sturen om te wijzen op de overdreven uitgaven die voor gevolg hebben de economie van de begrooting van Duitschland in gevaar te brengen.

Het schijnt dat dit belangrijk stuk den gewenschten uitslag heeft verwekt, want wij hebben den heer Schacht, voorzitter van de Reichsbank, door dagbladen tijdschriftartikelen, de opmerkingen van den agent generaal der betalingen zien steunen. Deze uitslag kan met voldoening aanzien worden, zonder daarom aanleiding te geven tot overdreven optimisme. Het blijft inderdaad te bezien welke houding Duitschland zal hebben wanneer, tusschen 1 September 1928 en 31 Augustus 1929, de annuïteit door het Rijk te betalen haar maximum van 2 milliard en half zal bereikt hebben.

In zijn jongste halfjaarlijksch verslag dd. 10 December 1927, wijst de agent generaal er op dat binnen afzienbaren

tijd de verantwoordelijkheid voor de uitvoering van het Dawesplan aan Duitschland alleen zal dienen opgedragen.

Deze meening, die voor de eerste maal in een officieel stuk wordt uitgedrukt, zal gewis eens aandachtig dienen onderzocht door de Mogendheden die op Duitschland eene schuldvordering hebben.

Een ander belangrijk punt waaraan België de grootste aandacht moet wijden is het vraagstuk der marken, waarvoor de Belgische Regeering geen enkele gelegenheid mag laten ontsnappen om te trachten het te regelen met de Duitse Regeering.

Duitschland heeft trouwens herhaaldelijk de verplichting erkend die het heeft uit hoofde van den verplichten omloop der marken tijdens de bezetting. Verschillende overeenkomsten werden in dit opzicht opgemaakt, doch zij werden nooit door Duitschland bekrachtigd.

België dat, ondanks zijn vroeger lijden en de zware lasten die het nog torsch als gevolg van den oorlog, nooit heeft opgehouden tegenover Duitschland de meest eerlijke en verzoenende politiek te voeren, mag ter vergelding aanspraak maken op de regeling van een onbetwistbare schuld die niet onbepaald kan betwist blijven zonder de betrekkingen tusschen beide landen te schaden en afbreuk te doen aan het zedelijk crediet van een groot volk.

Indien wij thans onze betrekkingen met Duitschland niet meer bekijken van de zijde waar de politiek de hoofdrol speelt, en slechts den huidige louter economischen toestand beschouwen, dan kunnen wij zeer belangwekkende dingen vaststellen.

De overeenkomst tusschen het Belgisch-Luxemburgsch Verbond en Duitschland werd ondertekend op 4 April 1925. Dus is het wat meer dan twee jaar geleden dat zij in voege is getreden. Er dient opgemerkt dat, tot de stabilisatie onzer munt, onze bijzon-

der ongunstige wisselkoers een gelukigen invloed heeft uitgeoefend op onzen uitvoer. Desondanks bedroeg de globale waarde van onzen uitvoer naar Duitschland in 1926 slechts 1 milliard 807 miljoen; naar Frankrijk hadden wij tijdens hetzelfde jaar uitgevoerd voor een globaal bedrag van 2 milliard 145 miljoen. Het Fransche evenals het Engelsche afzetgebied was nog aanzienlijker gebleven dan het Duitsche.

De jongste cijfers, die wij bezitten voor 1927, namelijk over de negen eerste maanden, bewijzen dat deze betrekkelijke toestand grondig werd gewijzigd. Gewis blijft Groot-Brittannië ons bijzonderste afzetgebied met een globalen uitvoer van 3 milliard 623 miljoen frank. Doch voortaan wordt het van dichtbij gevolgd door Duitschland met een uitvoer van 3 milliard 247 miljoen frank. Frankrijk neemt slechts de derde plaats in, ver achter Duitschland, met een uitvoer van 2 milliard 257 miljoen frank. Op negen maanden hebben wij dus in Duitschland voor 1 milliard meer verkocht dan in Frankrijk.

Zoo wij thans onzen uitvoer naar het Reich omstandig onderzoeken, stellen wij den vooruitgang vast van de meeste takken onzer bedrijvigheid op nijverheids- en zelfs op landbouwgebied.

Voor onze bijzonderste nijverheidstakken zien wij dat onze uitvoer vaak heeft toegenomen in verhouding van 100 t. h. en zelfs meer, niet alleen wat de waarde betreft — hetgeen in zekere maat zou kunnen worden uitgelegd door de stijging der prijzen, — doch ook wat betreft de hoeveelheid in gewicht, hetgeen een onloochenbaar teeken is van eene werkelijke vermeerdering.

Van den anderen kant, toen de overeenkomst werd ondertekend, koesterden onze nijveraars groote vrees voor het gevaar der Duitsche mededinging. Om rekening te houden met deze vrees, had de Regeering een voorloopig regiem voorzien, tijdens hetwelk er voor de meest bedreigde posities op de Duitsche

waren verder hogere rechten werden geheven dan op dezelfde waren herkomstig uit andere landen. Het is nu één jaar geleden dat dit differentieel regiem bepaald een einde heeft genomen. En wij stellen vast dat, in tegenstelling met hetgeen voor Frankrijk gebeurt, onze handelsbalans met Duitschland voor ons gunstig is. Voor de negen eerste maanden bereikt onze uitvoer 3 milliard 247 miljoen 509 duizend frank. De Duitsche invoer naar het Economisch Verbond bedraagt 2 milliard 703 miljoen 108 duizend frank. Het batig saldo bedraagt ongeveer een half milliard.

Men kan dus vaststellen dat, terwijl vóór den oorlog ons land in ruime maat afhankelijk was van Duitschland, en aan hetzelfde een aanzienlijke tol betaalde voor het aanschaffen van groote hoeveelheden materieel, uitrusting en vervaardigde producten van alle slag, wij thans integendeel een voor ons gunstig ruilverkeer hebben dank zij vooral een billijker tolstatuut.

FRANKRIJK. — Onze zeer talrijke betrekkingen met Frankrijk komen vooral tot uiting op economisch gebied. Zij zijn thans bijzonder druk, nu dat onze afgevaardigden onderhandelen met het Fransche Kabinet over een verdrag van samenhangende tarieven met de bedoeling op de ruimste basis onze betrekkingen met de Republiek te regelen.

Zij hebben, zooals gij weet, duidelijk protectionnistische strekkingen te bekampen, die uiterst ongunstig zijn voor een zoo klein land als het onze, dat in den uitvoer van afgewerkte of half-afgewerkte produkten het tegengewicht moet vinden van wat het voor zijn bestaan verplicht is in te voeren.

Deze strekkingen zijn in al haar scherpte tot uiting gekomen ingevolge het nieuwe akkoord met Duitschland gesloten. Het is bekend dat sedert den oorlog de Duitsche waren bij haar invoer in Frankrijk vier maal meer rechten

moesten betalen dan de meest begunstigde natie.

Het Rijk teekende sedert lang verzet aan tegen dien toestand. Het kreeg eindelijk voldoening en bekwam op 17 Augustus jongstleden een handelsverdrag waarbij Duitschland op gelijken voet werd gesteld met de meest begunstigde natie. Doch Frankrijk wilde een vergoeding verkrijgen met de rechten aanzienlijk te verhoogen die de meest begunstigde natie zou moeten betalen. Zoodat het inwon en meer dan vroeger op de overige landen waarmee het handelsbetrekkingen had, hetgeen het van Duitsche zijde verloor.

Deze verhooging van rechten verbrak natuurlijk het evenwicht der tarief-overeenkomsten, die tot nog toe ons ruilverkeer met Frankrijk regelden. Te Parijs werden er onderhandelingen aangeknoopt, na eene zeer uitgebreide raadpleging van al de betrokken industrieelen. De onderhandelingen strekken er toe te onzen gunste, voor onze bijzonderste uitvoerprodukten, verminderingen te bekomen van de rechten, bepaald in de Fransch-Duitsche overeenkomst. De gedachtenwisselingen desaangaande tusschen beide delegaties alsmede de beraadslagingen tusschen deskundigen van beide partijen hebben ons reeds sommige voldoeningen gebracht. Het is te hopen dat wij, buiten de reeds bekomen voordeelen, nog nieuwe toegevingen zullen verkrijgen, naarmate de loopende onderhandelingen vorderen.

Eene andere reeks producten houdt de aandacht onzer onderhandelaars gaande. Het geldt artikelen, die niet zijn vermeld in de Fransch-Duitsche overeenkomst, en waarvoor Frankrijk zich het recht voorbehoudt de huidige rechten te verhoogen, ingeval van volledige of gedeeltelijke herziening van zijn tarief. Voor diegene dezer producten,

die onzen uitvoer aangelangen, heeft de Belgische delegatie insgelijks gevraagd dat er ons voor de toekomst waarborgen zouden worden gegeven.

GROOTHERTOOGDOM LUXEMBURG. — De tenuitvoerlegging van het Economisch Verbond, gesloten met het Groothertogdom Luxemburg, had aanleiding gegeven tot zekere moeilijkheden die de versteviging der vriendschappelijke betrekkingen tusschen beide landen belemmerden.

Met genoegen heeft uwe Commissie vastgesteld dat, ingevolge de tusschenkomst van het gemengd Comité van deskundigen, door de Belgische en de Luxemburgsche Regeering belast met de oplossing der onderscheidene hangende vraagstukken, het mogelijk is geweest de meeste dezer van de baan te ruimen.

De Commissie drukt den wensch uit dat er eerlang tusschen beide Regeeringen eene overeenkomst worde getroffen aangaande de laatste punten, die nog dienen onderzocht, inzonderheid wat betreft de wijze van exploitatie der spoorwegen van het Groothertogdom.

Uwe Commissie heeft geoordeeld hare opmerkingen te moeten beperken tot de onmiddellijk naburige landen. Trouwens onze betrekkingen met de overige landen zijn uitstekend gebleven en er zijn desaangaande geen meldenswaardige feiten aan te stippen.

De Voorzitter,
H. LAFONTAINE.

De Verslaggever,
Hertog d'URSEL.